

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERREAL - Le clos Glasse

usine des Mureaux
37 rue du Pieu
78130 Les Mureaux

Références : UBDEO.ECD.2024.07.246
Code AIOT : 0003900817

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2024 dans l'établissement TERREAL - Le clos Glasse implanté lieu-dit Le Clos Gasse 27630 Vexin-sur-Epte. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL - Le clos Glasse
- lieu-dit Le Clos Gasse 27630 Vexin-sur-Epte
- Code AIOT : 0003900817
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TERREAL est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile sur une superficie totale de 3 ha 92 a 97 ca dont 3 ha 05 a 70 ca sont exploitables, sur le territoire de la commune de VEXIN-SUR-EPTE, via l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2019. Cet arrêté avait été délivré à la société Laviosa, qui n'a pas mis en service la carrière, et un arrêté préfectoral complémentaire en date du 7 août 2023 a transféré l'ensemble des prescriptions à la société TERREAL.

L'objet de cette première visite d'inspection est de faire le point sur les mesures à mettre en place avant le début de l'exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Déclaration de mise en service | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.3 | Sans objet |
| 2 | Garanties financières | AP Complémentaire du 07/08/2023, article 4 | Sans objet |
| 3 | Aménagements | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.1 | Sans objet |
| 4 | Aménagements | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.2 | Sans objet |
| 5 | Sécurité | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.2.1 | Sans objet |
| 6 | Sécurité | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.2.2 | Sans objet |
| 7 | Qualité de l'air | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 3.2.3 | Sans objet |
| 8 | Ressources en eau | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.2.1.2 | Sans objet |
| 9 | Ressources en eau | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.2.3 | Sans objet |
| 10 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.4 | Sans objet |
| 11 | Prévention des nuisances sonores | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1.2 | Sans objet |
| 12 | Prévention des nuisances sonores | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.2.3 | Sans objet |
| 13 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 7.3.3 | Sans objet |
| 14 | Ressources naturelles | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.4 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 15 | Conduite d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.3.3.1 | Sans objet |
| 16 | Mesure d'évitement/de réduction | Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.3.4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est très propre et bien entretenu. L'exploitant a mis en place les mesures nécessaires à la mise en service et à la bonne conduite de l'exploitation.

L'extraction n'a pas encore commencé mais une première campagne devrait avoir lieu au troisième trimestre 2024.

Une prochaine inspection aura lieu par la suite pour vérifier le respect des prescriptions relatives à la conduite d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de mise en service

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de mise en service |
| Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la constitution des garanties financières conformément à ce que demande l'article 1.5.3 du présent arrêté préfectoral. La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. |
| Constats : La mise en service a été notifiée par courrier en date du 12 juin 2024, reçu le 19 juin 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2023, article 4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : La société TERREAL fournit au préfet de l'Eure, dans un délai de deux mois à compter de la |

| |
|---|
| <p>notification du présent arrêté, un document attestant du renouvellement des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p> <p>Pour la Période 1 (phase 1a à 1i) le montant des garanties financières demandé est de 48701 euros TTC.</p> <p><i>L'indice TP01 retenu pour le calcul est celui de février de 127,9 soit 835,76 après application du coefficient de raccordement de 6,5345. Le taux de TVA pris en compte dans les calculs est celui applicable en janvier 2016 soit 20 %.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 2 octobre 2023, l'exploitant a fourni les garanties financières. La caution prend effet au 01/09/2023 et prendra fin au 31/08/2026 pour un montant de 48 701 euros, conformément à l'arrêté préfectoral.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Aménagements

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Information du public</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son identité, - la référence de l'autorisation, - l'objet des travaux, - l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un panneau à l'entrée du site (au niveau du deuxième portail, avant la route d'accès, à l'intersection avec la zone de stockage du site Clariant concomitant). Ce panneau contient les informations requises.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir commandé un second panneau pour l'installer au niveau de la zone d'extraction/stockage, à la fin de la route d'accès et près de l'aire de retournement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Aménagements

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Bornage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et de la zone d'extraction.</p> <p>Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le</p> |

niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.
Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a fourni un plan effectué par la société Geosat pour la carrière Le Clos Gasse.

L'implantation du périmètre a été effectuée le 9 novembre 2023. Ce plan montre la présence d'une clôture entourant le site, des bornes délimitant le périmètre autorisé et des bornes délimitant le périmètre d'extraction (la bande des 10 m est ainsi matérialisée) ainsi que des points de calage des niveaux.

Le jour de l'inspection, l'inspection a fait le tour du site et a constaté, d'une part, les clôtures entourant entièrement le site, et d'autre part les bornes délimitant le périmètre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière

Prescription contrôlée :

L'accès à la carrière se fera par la route RD 181, puis la route RD 8 et un chemin spécialement créé dans le cadre du projet.

L'accès à la voirie publique est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le nettoyage régulier des voiries publiques à l'aide d'une balayeuse.

L'écoulement des eaux pluviales doit faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est réglée conformément à l'article L.131-8 du Code de la voirie routière.

La circulation interne et externe figure sur un plan de circulation interne et externe tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un nouvel accès a été constaté lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2024. Le plan envoyé par l'exploitant, en date du 5 juin 2024, montre effectivement la nouvelle voie d'accès, avec présence d'une chaussée avec accotement et fossés enherbés pour gérer les écoulements des eaux

pluviales. Un déboureur/séparateur a également été mis en place pour gérer les eaux pluviales issues de la chaussée, en addition des prescriptions préfectorales, à l'initiative de l'exploitant pour garantir la bonne gestion des eaux de ruissellement de la chaussée d'accès à la carrière. Lors de la visite, la route d'accès, les fossés et les dispositifs de gestion des eaux ont été constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à l'exploitation, ainsi qu'à toute zone dangereuse, est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation.

Le site est clôturé sur sa périphérie.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de trois portails empêchant l'accès au site aux personnes non autorisées :

- le premier au niveau de la RD8, sur la route d'accès commune à TERREAL et à l'exploitant CLARIANT extrayant de l'argile juste à coté ;
- le second avant la route d'accès, au niveau de la zone de stockage CLARIANT (au début du site TERREAL) ;
- le troisième à la fin de la route d'accès, avant l'aire de retournement, au niveau de la zone d'extraction/ de l'aire étanche.

Le site est entièrement clôturé.

Des pancartes signalisant "chantier interdit au public, Défense d'entrer" sont apposés le long des clôtures.

L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir commandé des pancartes à installer autour du bassin d'orage, déjà clôturé, dès que celui-ci sera en haut, pour signaler le risque de noyade.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières dans l'environnement

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité de l'air.</p> <p>Une première campagne de mesures est effectuée avant le début effectif des travaux et permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014 (2017). Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b), tel que défini ci-dessus, du plan de surveillance.</p> <p>Une autre campagne est réalisée lors de la première année d'exploitation ; les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a fourni le rapport R23-457 Rév 0 en date du 12/10/2023 rédigé par la société Qualiconsult exploitation. Ce document rapporte les mesures initiales des retombées de poussières dans l'environnement du 16 août au 15 septembre 2023. L'exploitant a indiqué que ces mesures ont été effectuées pendant une période d'extraction de la carrière voisine CLARIANT.</p> <p>Le territoire n'étant pas entièrement couvert par un plan de protection de l'atmosphère, l'exploitant a choisi de ne pas mettre en œuvre une station météorologique mais d'utiliser la station météo la plus proche et représentative de la carrière.</p> <p>Quatre points de mesure ont été implantés : il s'agit de jauge de type Owen, mesurant les retombées atmosphériques sur une période de 30 jours.</p> <p>Cependant le plan de surveillance ne détermine pas le type de station (type b ou type c).</p> <p>Les résultats des mesures en "point zéro", c'est-à-dire sans exploitation de la carrière, mettent en évidence des concentrations en poussières très faibles (de l'ordre de 0,18 g/m²/j au maximum), bien au-deçà des exigences réglementaires (500 g/m²/j).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de clarifier le type de station (b) ou (c), et, le cas échéant, de justifier l'absence de station de type (b).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Ressources en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales de ruissellement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales au droit du site ruisselleront dans un bassin d'orage, ou rejetées dans le fossé qui longe la route RD 181 à l'Est du site.</p> |

Les eaux de ruissellement extérieures au site seront naturellement déviées par un fossé périphérique drainant les eaux ou par la mise en place de merlons périphériques.

Constats :

Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a fourni un plan de récolement caractéristique du site avant exploitation, en date du 5 juin 2024.

Il a été demandé à l'exploitant de rajouter les points cardinaux sur ce plan (absence de l'orientation du plan).

Ce plan montre la présence de fossés enherbés sur une grande partie de la périphérie du site sauf dans la partie nord. Il précise également le "fossé d'interception et d'évacuation des eaux de la RD181" pour la partie longeant la route départementale 181.

Le jour de la visite, le bassin d'orage a été constaté.

Il a également été constaté la présence :

- de fossés enherbés
- de merlons

L'exploitant a indiqué que la partie nord ne présente pas de merlons ou de fossé car l'accès est actuellement restreint du fait de la présence du muscari à toupet, espèce végétale qui doit être déplacée. La société Fauna Flora qui s'occupe du suivi des espèces naturelles a demandé à l'exploitant d'attendre que l'espèce fasse des graines, qu'elle récoltera ensuite pour l'implanter ailleurs.

L'exploitant a indiqué que la mise en place de merlons sera normalement finalisée lors de la première campagne d'extraction, courant du deuxième semestre 2024.

De la même façon, il y a trois petites zones sans merlons le long de la RD 181, du fait de la présence du muscari à toupet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des installations classées une fois les merlons périphériques manquant finalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides (sortie de séparateurs à hydrocarbures) sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions

| |
|---|
| <p>en toute sécurité.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les rejets sont conformes aux dispositions prévues au chapitre 4.3 du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan de récolement en date du 05 juin 2024 montre la présence d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures (20l/s), au niveau de la plateforme à l'entrée du site, qui a également été constaté le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Comme mentionné précédemment, un second séparateur à hydrocarbures a été mis en place à l'initiative de l'exploitant, pour les eaux de ruissellement de la route d'accès au site.</p> <p>L'extraction n'ayant pas commencé, aucune mesure n'a été effectuée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de quatre piézomètres au niveau du site permet la surveillance des eaux souterraines dont au moins 1 est situé en amont hydraulique. L'emplacement des piézomètres fait l'objet d'une étude hydrogéologique tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après : Des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines sont réalisées dans les 4 mois suivant la notification du présent arrêté et ensuite selon la périodicité détaillée dans le tableau précédent. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.</p> <p>Les prélèvements et les analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ; - évolution des résultats par rapport aux années précédentes ; - comparaison des résultats avec des valeurs de référence (AM du 17 décembre 2008, AM du 11 janvier 2007...). <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.</p> <p>Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> |

Par courriel en date du 14 juin 2024, l'exploitant a envoyé les rapports d'analyse de la société Eurofins pour les 4 piézomètres.

Les analyses contiennent l'ensemble des éléments demandés sauf le niveau piézométrique.

Par courriel en date du 9 juillet 2024, l'exploitant a fourni les niveaux d'eau dans les piézomètres, effectué par la société Kalite'o. Toutefois, les hauteurs d'eau sont en mètre, sans expliciter le point de référence (niveau du sol ? haut du piézomètre ?). Il a également indiqué que le nivellement des piézomètres se fera lors du prochain relevé de géomètre après la première campagne d'extraction prévu en septembre.

Les mesures des niveaux d'eau dans les piézomètres sont à référencer en m NGF (niveau absolu).

Pour déterminer la position des quatre piézomètres, l'exploitant a indiqué avoir utilisé l'étude hydrogéologique présente dans l'étude d'impact du dossier de demande d'ouverture de carrière. Par courriel en date du 9 juillet 2024, l'exploitant a envoyé le plan d'implantation des piézomètres, effectué par la société AERYS, en date du 2 août 2023. Il a également fourni les comptes-rendus de création des piézomètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les mesures des niveaux d'eau dans les piézomètres en m NGF (niveau absolu), dès le nivellement des piézomètres effectué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Véhicules et engins

Prescription contrôlée :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

La vitesse des engins est limitée à 30 km/h.

Les engins de chantier sont équipés d'avertisseurs de recul à fréquences mélangées (type "cri du lynx" ou tout autre dispositif équivalent).

Les pistes sont entretenues afin d'éviter les nids de poule.

Constats :

Le jour de la visite, aucun engin n'était présent sur site, l'exploitation n'ayant pas encore commencé.

Les panneaux de limitation de la vitesse à 30 km/h sont présents.

N° 12 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, et ensuite tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport des évaluations des niveaux sonores dans l'environnement, réalisé par la société CPIA, pour une campagne de mesure le 11 septembre 2023.

Cette campagne a eu lieu alors que la carrière voisine de Clariant était en cours d'extraction pour la première mesure, mais avant l'exploitation du site TERREAL (point "zéro" pour Terreal).

Cette campagne consistait en :

- repérage des points de mesure en ZER, vérification du choix des emplacements en évaluant les impacts sonores perçus dans la configuration actuelle d'exploitation ;
- observation pour repérage des impacts sonores dominants en distinguant ceux en provenance de la carrière et ceux correspondant à des activités externes ;
- mise en place du sonomètre, lancement des prélèvements et observation simultanée des émissions ;
- les mesures sont effectuées par intégration du niveau sonore sur environ 30 minutes, microphone placé à +/- 1,5 m de hauteur, protégé par une bonnette anti-vent ;
- les relevés de bruit résiduels sont effectués lorsque l'activité du site est à l'arrêt ;
- une mesure du vent et de la température est réalisée au cours de chaque nouveau point en ZER ou en limite de propriété.

Un point de mesure a été positionné en limite de propriété Est du site (avec le site CLARIANT en exploitation), le point 1.

Deux points de mesure en ZER ont été positionnés, les points A et B, à proximité des habitations les plus proches. L'exploitation Clariant ne fonctionnait pas lors de ces mesures.

Les résultats des bruits ambiants ne montrent aucun dépassement et sont conformes à la réglementation.

En l'absence de fonctionnement de la carrière TERREAL, les niveaux d'émergence n'ont pas pu être calculés, conformément à la prescription imposant de faire la première campagne de mesure sans l'activité de la carrière.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stationnement, ENTRETIEN et ravitaillement des engins |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - En dehors des horaires de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stationnement des engins sur pneus est regroupé sur une aire étanche munie d'un séparateur à hydrocarbures, - des dispositifs de récupération des égouttures sont mis en place sous les engins sur chenilles ou peu mobiles. <p>II - Le ravitaillement des engins est effectué sur une aire étanche mobile présent sur le site et munie d'un bac de rétention avec décanteur déshuileur, par un véhicule léger muni d'un système adapté antirefoulement. Les équipements font l'objet d'un entretien régulier à une fréquence adaptée.</p> <p>III - Le ravitaillement de la pelle hydraulique est réalisé en bord à bord avec mise en place préventive d'un dispositif de collecte des éventuelles égouttures. Une procédure sera mise en place.</p> <p>IV - Un registre assurant le suivi des opérations effectuées sur l'aire étanche et des opérations d'entretien de l'aire étanche est mis en place et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>V - Les engins font l'objet d'un entretien régulier à fréquence adaptée.</p> <p>VI - Les opérations importantes d'entretien et de maintenance des engins sont interdites sur le site. Les opérations d'entretien courantes sont réalisées sur l'aire étanche de ravitaillement et d'entretien.</p> <p>VII - Les stockages : d'huiles neuves et usagées, de filtres, cartouches de graisses, chiffons souillés, de batteries, sont interdits sur le site.</p> <p>Les huiles usagées sont évacuées par un organisme agréé.</p> <p>VIII - Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. Le personnel est formé à la manipulation de ces kits et des consignes sont données aux entreprises extérieures. En cas de pollution accidentelle, les déchets et les huiles usagées devront être éliminées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>IX - Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement. Toute fuite sur un engin entraînera son arrêt immédiat et la mise en place de mesures de telle sorte que la fuite ne</p> |

| |
|---|
| <p>soit pas à l'origine d'une pollution du sol. Les réparations seront effectuées dans les plus brefs délais sur l'aire étanche munie d'un séparateur à hydrocarbures.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classée a constaté la présence d'une aire étanche fixe reliée à un décanteur-deshuileur. L'exploitant a indiqué avoir prévu des kits d'intervention en cas de pollution locale aux hydrocarbures. Aucune maintenance importante des engins ne sera faite sur site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Ressources naturelles

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.1.4</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Mesure pour le muscari à toupet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter toute destruction des pieds de Muscari à toupet, lors des travaux préliminaires à l'exploitation de la partie Nord-Ouest du site, les pieds de Muscari à toupet seront déplacés vers les zones de friches.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a indiqué avoir "pris soin de mettre en défens la zone susceptible de contenir le muscari à toupet" et attendre "un mail le confirmant de la part de Fauna Flora."</p> <p>L'exploitant a reçu un second courriel en date du 4 juillet, de la part de Fauna Flora, contenant son rapport de suivi 2023-2024 des mesures faune-flore-habitat sur la carrière qui contient notamment les informations suivantes :</p> <p>Un premier passage a été réalisé sur site le 26 juin 2023 par le botaniste avec pour principal objectif la recherche du Muscari à toupet (Muscari comosum) au niveau de la station identifiée lors de l'état initial du site (Fauna Flora, 2017).</p> <p>L'espèce n'a cependant pas été retrouvée au niveau de la zone concernée par la transplantation, la végétation apparaissant à cet endroit relativement eutrophile, voire rudérale. Par conséquent, l'ensemble de cette zone a été mise en défens (marquage par piquet bois et rubalise) afin de conserver son intégrité et permettre une nouvelle recherche en 2024.</p> <p>Ces prospections ont permis de confirmer la présence des stations de Muscari à toupet situées à l'est, en limite à l'extérieur du site (côté D181).</p> <p>Lors des différents passages déjà réalisés en 2024 sur site, l'espèce n'a pas été retrouvée sur le secteur concerné, malgré des recherches ciblées, l'habitat apparaissant dans un état de conservation assez peu favorable. L'espèce semble alors "disparue" de la zone, ou du moins, elle ne s'y exprime plus.</p> <p>En revanche, lors de ces prospections, une nouvelle espèce patrimoniale a été détectée sur cette zone mise en défens : la Gesse de Nissolle (Lathyrus nissolia), plante annuelle très rare et menacée en région (EN : en danger d'extinction), aussi connue sur la carrière en exploitation en contact du site à l'ouest.</p> <p>Par conséquent, la société Fauna-Flora a préconisé de conserver cette zone en défens afin de</p> |

| |
|--|
| <p>permettre une récolte de graines et permettre un transfert de la Gesse de Nissole. Une zone d'accueil a d'ores et déjà été validée avec TERREAL, elle se situe en limite à l'ouest du site, au sein d'une zone prairiale apparaissant favorable à la transplantation. Cette zone sera conservée dans un état favorable, selon les recommandations des suivis effectués par fauna-Flora et en accord avec TERREAL.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à TERREAL d'informer le service des installations classées de la récolte de graines de Gesse de Nissole et de sa transplantation sur la zone d'accueil (entre l'aire étanche et la limite du site).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 15 : Conduite d'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.3.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de l'extraction et phasage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage d'exploitation est en [annexe n°3].</p> <p>Avant toute opération d'extraction, il sera réalisé, compte tenu de la proximité de l'exploitation par rapport à la RD 181, une étude géotechnique démontrant la stabilité du talus.</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert, à l'aide d'engins mécaniques sans utilisation d'explosifs et sans rabattement de la nappe.</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.</p> <p>La remise en état du site se fait de façon coordonnée à l'exploitation.</p> <p>L'exploitation s'effectuera sur 15 années, réparties en 3 phases de 5 années. La remise en état du site sera complètement finalisée lors de la phase 3.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a transmis le diagnostic géotechnique pour la carrière, effectué par la société Aerys.</p> <p>Cette étude étudie la stabilité de la pente le long de la RD 181. Elle prend notamment en compte le merlon de 2 m de hauteur et une surcharge en tête de talus (circulation des engins de carrière). Le calcul prend l'hypothèse d'une distance de 10 m entre la crête du talus et la route départementale (chapitre 2.4.3).</p> <p>Toutefois, le plan de récolement indique une distance de 8 à 10 mètres entre la base du talus et l'axe de la RD 181.</p> |

Par courriel en date du 9 juillet, l'exploitant a indiqué que sur le prochain plan, figurera également la position de la crête du merlon et le bord de la RD181.

Ainsi, l'exploitant devra confirmer la distance de 10m entre la crête de talus et le bord de la RD.

Ce rapport indique également les points suivants liés à l'eau :

"Pour limiter au maximum les sujétions liées à l'eau, il est donc demandé :

- de travailler uniquement sous des conditions climatiques favorables sans pluie et de laisser les sols se ressuyer, sans aucun trafic de chantier, après une période de pluies prolongées ;*
- de prévoir une maîtrise des eaux de ruissellement au moyen de formes de pente (3-4 % minimum) associées à des fossés drainants évacuant les eaux vers un point bas ou des puisards.*
- de prévoir des dispositifs d'épuisement et de pompage dans la fouille afin de permettre un travail au sec : fossés en pied de talus + collecteur + exutoire.*

Le non-respect de ces recommandations pourrait conduire à des difficultés d'exploitation et donc à des adaptations des plannings (allongement des délais) et des méthodologies."

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que du fait des matériaux argileux, il ne travaillait que sous conditions climatiques favorables, que le pompage sera effectué et que les fossés en pieds de talus étaient prévus.

Concernant les remblais mis en place de la cote 109 m NGF à la cote 114 m NGF (matériaux internes propres au site, et non externes, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation), le rapport indique :

"Un contrôle régulier sera nécessaire au fur et à mesure de l'avancement de l'élévation des remblais. Ce contrôle est à prévoir toutes les 2 couches unitaires d'apport et au minimum tous les mètres. On prévoira, par campagne de mesures, un essai tous les 500 m² (le nombre d'essais est un paramètre adaptable et devra être resserré si une anomalie est détectée, afin de l'encadrer)."

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ces mesures lui paraissaient disproportionnées (applicables à des chantiers de terrassement pour route notamment) et intenables au vu de la cadence de remblaiement prévu, et qu'une nouvelle étude de remblaiement était en cours pour statuer sur les préconisations.

Les résultats de calculs des deux coupes indiquent des coefficients de sécurité :

- d'au minimum 1,30 en phase provisoire. Cela est acceptable en phase provisoire, sous réserve que cette phase où le niveau du terrain est de 109 mNGF reste courte ;*
- d'au minimum 1,5 pour la stabilité au grand glissement, ce qui correspond à la sécurité standard acceptable en phase définitive ;*
- d'au minimum 1,78 pour la stabilité individuelle des gradins, ce qui est supérieur à 1,5, la sécurité standard acceptable en phase définitive.*

Le rapport indique ainsi que "Avec ces valeurs la sécurité permettant de garantir la stabilité des talus en phase définitive est assurée."

--> L'inspection préconise que le remblaiement jusqu'à la cote de 114 m NGF s'effectue sous un mois après l'extraction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de confirmer la distance de 10m entre la crête de talus et le bord de

| |
|---|
| la RD. Il enverra également à l'inspection la nouvelle étude sur le remblaiement, dès qu'elle sera disponible. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Mesure d'évitement/de réduction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 8.3.4 |
| Thème(s) : Autre, MESURES d'EVITEMENT/REDUCTION et SUIVI ECOLOGIQUE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute opération d'extraction, il sera réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un merlon de 2 mètres de hauteur avec des terres de découverte le long de la route RD 181. Ce merlon sera supprimé en fin d'exploitation ; - une haie d'arbres à haut jet sera planté le long de la RD 181. |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 14 juin, l'exploitant a envoyé un plan de récolement du site avant ouverture du site. Ce plan montre la présence d'un merlon le long de la RD 181, d'environ 2 mètres de hauteur, interrompu en deux endroits. L'exploitant explique que cela est dû à la présence du muscaret à toupet, Fauna Flora ayant préconisé de laisser la zone telle qu'elle est pour le moment.</p> <p>Les arbres de hauts jet ont également été constatés le jour de la visite.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |